

<https://www.ricochets.cc/Putsch-Macron-Barnier-remplacer-la-decomposition-inevitable-du-systeme-par-autre-chose-que-le-RN-et-l-autoritarisme-au-carre-7845.html>



Putsch Macron/Barnier : remplacer la décomposition inévitable du système par autre chose que le RN et l'autoritarisme au carré ?



Date de mise en ligne : lundi 16 septembre 2024

- Les Articles -

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Les coups de force du bloc bourgeois ne datent pas d'hier, mais avec le putsch en cours c'est encore plus énorme. Tout est inversé et rien de sérieux ne semble pouvoir/vouloir stopper la néo-fascisation de l'ultra-capitalisme.

- ▶ Quelques actus et remarques pour voir plus loin que les comportements ridicules et très inquiétants du tyran du moment chargé de mission pour l'oligarchie.
Car pour porter une éventuelle rupture, encore faut-il désirer vraiment rompre avec le modèle de société en place. Il ne suffit pas de rebattre les cartes, il faudrait changer les règles du jeu, et même changer de jeux, de cartes, voire abandonner le principe même de jouer de cette manière.

Sortir de l'impossible, et indésirable, recomposition du modèle de société en place

1. Pour éviter de jouer à Frankenstein en ressuscitant un modèle zombie putréfié, il faudra bien :

1. sortir de l'étatisme comme « rempart » et comme soi-disant « neutre réappropriable »
2. en finir avec la délégation de la politique (donc aller vers la démocratie directe locale, l'auto-organisation) à des élus et experts
3. sortir d'un anti-capitalisme tronqué (et bien sûr des alter-capitalismes également) qui vise des parasites, veut se réapproprier un appareil productif (quasi) inchangé et veut redistribuer les « richesses » au lieu d'attaquer aux fondements du modèle social capitaliste (travail, valeur, marchandise, argent). Et aussi remettre radicalement en cause le système techno-scientifico-industriel.

Mais peu de monde, à gauche pas tellement plus qu'ailleurs, ne désire réellement sortir de ces catégories, espérant plutôt une positive et démocratique recomposition improbable (et même impossible, à part peut-être de manière temporaire) du même modèle de société.

La gauche « de gouvernement » et les syndicats veulent rejouer la « sociale-démocratie » et ses réformismes d'un autre âge, sauf que le capitalisme, qui butte déjà ou va buter sur certaines limites intrinsèques (climat et habitabilité de la Terre, pics de matières premières, baisse irréversible de la valeur), ne veut rien lâcher et raclera tout jusqu'à l'os.

Sauf qu'à présent, dans ce modèle de société, la seule recomposition « stable » possible pour le système en place c'est d'aller vers encore plus d'autoritarisme, de brutalité, de contrôle et de destruction, avec le pouvoir aux néo-fascistes, ou une franche fascisation du bloc bourgeois (ou les deux mélangés comme actuellement avec le putsch français), avec aussi le risque de grosses sales guerres et/ou d'énormes crises économiques capitalistes.

Pas terrible la stabilité des cimetières et du totalitarisme techno-policier

Il s'agit donc d'une recomposition non-désirable, brune et puante, qui ne résoudrait rien au fond et nous précipiterait vers encore pire. Car les programmes d'extrême-droite ne marcheront pas mieux que ceux de la gauche réformiste, et les néo-fascistes, que ce soit contre leurs électeurs déçus ou contre les gauches révoltées, n'hésiteront pas à utiliser pour se maintenir tous les moyens de contrôle et de répression dont dispose abondamment l'Etat grâce aux gouvernements précédents.

Taper encore plus sur les migrants, les descendants d'immigrés, les LGBT, les gauches et les écolos n'inversera pas la tendance du capitalisme à la crise généralisée et à la précarité pour tous, sur fond de ravages climatiques et écologiques.

Pas terrible la stabilité des cimetières et du totalitarisme techno-policier sanglant qu'appellent l'Etat-capitalisme irréformable et le bloc bourgeois fascisé qui veut garder sa poupe aux billets en or...

Le noeud du problème est là : si la décomposition irréversible du système en place (sociale-démocratie, étatismes, capitalisme, gouvernements, « Etat-providence », légalisme) mène au néo-fascisme 2.0, c'est aussi à cause de l'incapacité de la majorité des forces de gauches (et autres) de sortir réellement du modèle de société délétère en place (pratiquement, et d'abord politiquement/idéologiquement/philosophiquement). **Ce faisant, cet attachement suicidaire aux fondements du modèle en place, la civilisation industrielle (qu'on espère juste pouvoir réformer aux marges), ouvre la voie aux pires autoritarismes, qui eux ont toujours des « solutions » de merde toutes trouvées pour que « ça tienne » : autoritarisme, militarisme, lynchages, répression décuplée, guerre, racismes, épurations, colonisation...**

N'oublions pas que les impulsions et actions pour sortir de cette impasse suicidaire ne viendront pas « d'en haut », des institutions, des partis ou des syndicats, mais de chaque personne, de ses associations et complicités avec d'autres, de **COMBIEN** de personnes s'engageront activement pour de vraies ruptures de fond. Car les poignées d'activistes habituels ne suffiront pas.

Pour l'instant, aucune piste d'amélioration ne se dégage

2. En 2023, le mouvement pour les retraites a échoué, faute de suffisamment de grèves, blocages et autres émeutes/sabotages. Et à l'époque la contestation débordait pourtant largement le « peuple de gauche ».

Pour l'instant, seule la gauche s'oppose (mollement) au putsch du bloc bourgeois. De plus, comme elle continue d'adhérer au modèle de société en place, elle en reste à des moyens de contestation symboliques et légalistes, ce qui n'a évidemment aucune chance d'aboutir face à de tels tyrans déterminés adossés à des institutions non-démocratiques qui leur laissent toute latitude. (idem pour les syndicats)

Pour l'instant, aucune piste d'amélioration ne se dégage concernant la grande échelle, on est cuit.

Une (ou plusieurs), pas impossible, phase d'émeutes et de grèves sporadiques resterait trop minoritaires et ne suffirait pas pour ébranler vraiment le régime.

Et aux prochaines élections, le bloc bourgeois, l'extrême droite et leurs médias s'efforceront de créer les conditions très favorables à leur victoire.

Et même si la gauche l'emportait sans pouvoir être contestée, après avoir réussi à contrer un possible coup d'Etat (plus proche des standards cette fois) des droites extrêmes elle serait vite rattrapée par l'impasse de son réformisme (voir point 1.)

3. Une voie de sortie ?

Qu'il y ait suffisamment de zbeul et d'auto-organisation pour que si la gauche l'emportait franchement par « miracle » aux prochaines élections elle soit poussée à porter malgré elle de vraies ruptures ? **Ou mieux, que ce zbeul, additionné de la précarité croissante, des discriminations saisonnières d'extrême droite, des catastrophes écolo-climatiques et de l'austérité budgétaire anti-sociale, donne le courage et l'envie de faire ce qui n'a pas été fait ces dernières années : une sorte de conjugaison de mai 68 et des gilets jaunes qui déborde tout ?**

Qu'un processus d'assemblée populaire constituante soit l'occasion de vraiment prendre le temps de se poser et de réfléchir collectivement ? Que « d'en bas » on se rebelle franchement et qu'on ait envie de sortir du modèle en place au lieu de juste espérer une meilleure Constitution, un meilleur gouvernement, de meilleurs salaires et prestations sociales, un meilleur « partage des richesses », avec de meilleurs élus et un meilleur programme ?

Dans 6 mois, un an, deux ans, trois ans, quatre ans ?

Interrègne - Etat des lieux d'une décomposition

► [Interrègne - Etat des lieux d'une décomposition - Groupe Révolutionnaire Charlatan](#)

La crise économique ne se résorbera pas, la liquidation de l'État-providence et de plusieurs services publics sera définitive, et l'inflation économique ne reculera pas plus que l'inflation du vote lepéniste et la fascisation de ses cadres

Le GRC (Groupe Révolutionnaire Charlatan), nous a transmis cette première partie d'une analyse plus large de la conjoncture éthico-politique que nous traversons : la décomposition. « Dans ce basculement progressif, ce qu'on distingue surtout c'est que les tendances qui existent depuis longtemps déjà deviennent structurantes et irréversibles : la crise économique ne se résorbera pas, la liquidation de l'État-providence et de plusieurs services publics sera définitive, et l'inflation économique ne reculera pas plus que l'inflation du vote lepéniste et la fascisation de ses cadres. » Reprendre donc, et à bras le corps, la question révolutionnaire.

(...)

Ces sept dernières années, la gauche et le mouvement social en général se sont vu graduellement retirer leur rôle d'interlocuteur légitime, de manière plus grossière encore lors de la réforme des retraites. Cela découle à la fois d'une volonté de réformer le pays en vitesse - ce qui est perçu comme une nécessité par une partie de la bourgeoisie - et d'une praxis du pouvoir brutale et médiocre, qui fait fi des petits compromis et des mensonges d'usage des partis traditionnels. Raisonnant en bons cadres du privé, les néo-managers à la tête de l'État ont préféré passer en force systématiquement, quitte à ébrécher la respectabilité de l'État - ce qui est un processus long - et mettre sur le feu les différents contre-pouvoirs, institutions et normes de fonctionnement du système - ce qui est un processus plus rapide.

(...)

Quant à Macron, dépouillé de son crédit usurpé d'homme providentiel contre l'extrême droite et de rassembleur du bloc centriste, il ne pourra se maintenir que par de basses manoeuvres et des tentatives de créer le chaos pour jouer les forces politiques les unes contre les autres - tout faire exploser et utiliser sa position pour être incontournable dans la recomposition, comme le ferait un PDG en lutte contre ses actionnaires. Pour cela, les conventions d'usages de la constitution doivent être bafouées encore et encore, jusqu'à user totalement les consensus invisibles qui faisaient tenir la 5e république face à ses contradictions ; mais cela, il s'en fout éperdument, et il est dans sa mentalité de blâmer les autres pour ce genre de problèmes, ce qui rend sa folie encore plus furieuse.

(...)

L'autre aspect de cette continuité entre libéralisme autoritaire et fascisme, très aiguë dans le cas français, c'est que Macron est entré dans le même rapport avec les institutions et la vieille politique que Trump ou Bolsonaro : un pseudo-outsider qui roule avec une partie de l'élite en prétendant dénoncer le système qui les produit ; une mauvaise fabrique de personnalité politique propulsée par les médias et certains usages des nouvelles technologies ; un chanceux qui bénéficie des mauvais choix des primaires des vieux partis ; un homme providentiel pour les couches moyennes, qui espèrent tirer de son mandat un allègement fiscal conséquent et des ouvertures économiques ; un attrape-tout que seul les imbéciles ne prennent pas pour un fasciste de caractère, un homme aux pratiques de pouvoir brutales et fonceuses, qui découpe en morceaux les garde-fous du système démocratique, rompant définitivement certains tabous, et dont le désir névrotique de rester au pouvoir pousse à jeter sous les roues ses plus proches alliés pour peu qu'ils soient pressentis pour lui succéder.

(...)

Le fascisme a conservé un double-caractère fondamental de parti d'opposition subversif et de parti-milice défenseur de l'ordre établi.

si la théorie critique a depuis longtemps montré que le fascisme n'est pas l'opposé de la démocratie mais son évolution en temps de crise, il faut aller au bout de l'analyse historique permise par cette constatation. La plupart des

régimes fascistes n'ont existé que comme ersatz de réaction totalitaire ; incomplet et impuissant à réformer complètement l'État, le fascisme a conservé un double-caractère fondamental de parti d'opposition subversif et de parti-milice défenseur de l'ordre établi. **D'où une position ambivalente d'arbitre de la société qui remplace les élites conservatrices et les forces de répression qui n'arrivent plus à tenir la société ; le fascisme est une décompression brutale de la sauvegarde de l'ordre établi.**

(...)

il suffirait du moindre prétexte sécuritaire pour qu'une mise sous état de siège de la société renverse le rapport de force. D'arbitre au Parlement, il deviendrait stabilisateur dans la crise et dans la rue, **et il restera à voir si le RN est capable de prendre le pouvoir, où s' il est condamné à demeurer coincé dans une symbiose macrono-lepéniste.**

(...)

Il faut plutôt considérer ce double-mouvement : l'appauvrissement du vécu dans le capitalisme tardif, à mesure que les interactions sociales se font moins directes et passent par des intermédiaires marchands, va de pair avec la confiscation de la violence. Les forces de l'ordre omniprésentes se liguent avec la pudibonderie bourgeoise et l'amollissement des affects suscité par un haut niveau de consommation - en bref, le mode de vie du salarié du tertiaire. Les réseaux sociaux ne font à ce titre qu'accélérer une tendance à l'atomisation sociale préexistante, qui crée des catégories entières de personnes vivant une dépossession intégrale, en proie à des décompensations brutales donnant lieu à toutes formes de violences anomiques.

(...)

Archaïsmes nationaliste et patriarcal ne sont jamais totalement liquidés et peuvent à tout moment servir à ressouder illusoirement la communauté masculine

L'affect masculin, blessé dans son égo par la timide androgénisation du travail, produit un rollback viriliste : grand défoulement des mauvaises passions pornographiques, narcissistes et individualistes du capitalisme tardif, qui reviennent dans la gueule des femmes. **De la même manière que l'archaïsme nationaliste reste toujours aux aguets dans les couloirs du système, prêt à rejaillir pour mobiliser fanatiquement les masses de gens perdus, l'archaïsme patriarcal n'est jamais totalement liquidé et peut à tout moment servir à ressouder illusoirement la communauté masculine. Voilà la caractéristique préfasciste des réactionnaires masculinistes.** Le fascisme est un état d'exception au sein de la société bourgeoise qui radicalise toutes ses hiérarchies internes pour recréer de la valeur, mettre au pillage la société et temporiser sa crise morale ; le masculinisme instagrammable actuel, qui prétend redonner aux hommes une image positive d'eux-mêmes, les réinstalle surtout dans le vieil univers mental de la domination masculine.

La même logique de fond gouverne ainsi l'affect viril blessé que la réaction fasciste : cela commence comme un délire, une crise morale qui rend intenable la position séparée de monade au sein du système par rapport aux exigences perçues dans la socialisation initiale. **La bouffée de furie prend le dessus, puis trouve naturellement son cadrage dans les normes les plus puissantes du système, celles de l'argent et de la production de valeur. Il faut alors aller chercher à compenser sa perte de contrôle sur sa vie dans le conformisme répressif à l'ancienne, naturaliser ou rationaliser d'anciennes hiérarchies oppressives pour s'y soumettre,** éventuellement regagner du pouvoir - mais parfois simplement obéir. Les "petits hommes" frustrés d'hier avaient le parti nazi, les saluts au drapeau, les passages à tabacs des opposants et des minorités, l'autodafé et l'antisémitisme. Les petits hommes d'aujourd'hui ont TibolnShape et les SUV. Misère de la séparation...

(...)

Dans la conjoncture actuelle, cette frange paupérisée de la population ne voudra jamais du statu quo et cherchera d'une manière ou d'une autre à soutenir un changement, voire à le provoquer si elle s'en sent les forces. Les dernières mobilisations - agriculteurs, retraites, banlieues - donnent raison aux journalistes anglais qui les qualifiaient lucidement de "désinhibition dangereuse de la société" en réponse à celle du Président et de l'État. Il y a une "masse critique" au sein de la population qui est au point de rencontre entre la crise économique et la crise morale, entre les espoirs déçus et la constatation d'un changement irréversible de la socialisation. **C'est ce phénomène qui permet de passer d'une crise politique à une crise de régime, qui tend jusqu'à les rompre**

les ressorts habituels de résolution des conflits : dès lors qu'une solution révolutionnaire ou réactionnaire suffisamment forte deviendra possible, elle aura derrière elle toute une masse de plus en plus active capable de s'engouffrer dans cette nouvelle voie.

(...)

La fausse-conscience d'extrême-droite propose toujours une fausse-résolution de la dépossession capitaliste. Il s'agit d'une parodie d'anti-capitalisme qui désigne dans le juif, le communiste, l'étranger, "l'agent responsable" de la misère. Le processus d'assignation raciste sert à "renflouer" la communauté en même temps qu'il susurre dans l'oreille des paupérisés la possibilité de retombées économiques par élagage du corps social. Quand il sera manifeste que les migrants, loin d'absorber des ressources, facilitent l'entretien d'une classe moyenne blanche en même temps que la survie de nombreux petits commerces à la limite de l'esclavagisme, l'extrême-droite trouvera une autre catégorie à jeter dans la marmite.

(...)

On voit bien comment ce type de colère, provoqué par la déstructuration sociale aveugle du capitalisme, peut louper sa cible - ce mouvement total et anonyme de la société moderne, si difficile à définir - et retomber méchamment sur "l'autre".

(...)

VII - L'habitus autoritaire du pouvoir

En bref, l'évolution de l'exécutif est celle que connaissent toutes les dictatures : la confiscation de la politique au profit d'une clique de politiciens plus ou moins divisée, d'une caste médiatique et de quelques corps privilégiés comme l'armée ou la police, ou encore certaines bureaucraties de l'État. La restriction du fait politique à ces corps s'accompagnera de tout un tas de diversions sécuritaires et racistes.

(...)

Il est à ce stade démontré partout que l'arrivée au pouvoir du RN ne serait pas un basculement, mais un aboutissement. Force sera de reconnaître que le libéralisme-autoritaire n'était que l'avant-garde de cette manière de traiter les contradictions en process ; que les accents populistes de la start-up nation, la furie destructrice à l'encontre des institutions autant que la brutalité des discours proviennent de la même passion : celle engendrée par la fin du grand compromis social de la seconde moitié du XXe siècle. Élus en faveur d'un petit groupe de chanceux issu des villes et de l'intelligentsia bourgeoise, les macronistes ont gagné sur un coup de chance, mais devront céder leurs sièges aux prochains pillards.

(...)

les centro-fascistes style Bergé ou Braun-Pivet vont bientôt découvrir qu'à vouloir faire le travail des racistes à leur place, on leur ouvre juste plus grand la porte. Tout cela pourrait prêter à rire si les conséquences ne se faisaient pas sentir aussi vite.

Bref, au bout du compte, il n'y a plus aucune force politique qui ne soit pas en crise interne voire menacée d'éclatement, ou qui ne soit pas dépendante de la présence de quelques grosses huiles. Cette disparition des grandes forces politiques organisées, conjuguée à toutes les mesures liberticides et habitudes autoritaires, au contrôle des médias et au bras de fer avec le conseil constitutionnel, achève la mue poutinienne de l'État français. Une nouvelle élite peut émerger sur le tas, une classe politique d'urgence issue de l'establishment ou d'une clique accrochée à un néo-Macron peut battre de l'aile quelques temps : mais le remplacement des partis, avec leurs barons locaux, lignes idéologiques, clientélismes, congrès, structures internes pesantes, par des "mouvements" de plus en plus informe et démagogiques ne peut plus s'inverser. Il ne reste que le RN, dont la ligne politique se confond de plus en plus avec les diatribes du pouvoir et de ses chiens de garde.

Le score du RN aux législatives étant sensiblement le même que celui des présidentielles - pour un taux de participation similaire, avec les mêmes variables selon la présence de listes Reconquête ou Dupont-Aignan -, c'est sa solidification qui est le vrai phénomène, pas son augmentation. Les millions de fascistes fabriqués par Bolloré n'existent pas, du moins autrement que dans les votes de colère devenus votes de confiance : la multiplication d'espaces laissés vides par le délitement des autres forces politiques change la nature du vote raciste. **Le phénomène à comprendre n'est pas le renforcement du RN mais sa place relative au reste de l'offre politique : plus adapté aux changements que connaît la société, il gagne en force à mesure que ses**

adversaires pratiquent la stratégie de la terre brûlée.

(...)

Le système politique n'est plus qu'un vaste radeau de la méduse, un bricolage absurde des débris de la politique française, qui se fracassera à la première grosse vague - vote des budgets, attentat, crise politique régionale. Le tempo politique des prochaines années sera rythmé par les coups de masse contre les débris de la Ve République.

Dans ce basculement progressif, ce qu'on distingue surtout c'est que les tendances qui existent depuis longtemps déjà deviennent structurantes et irréversibles : la crise économique ne se résorbera pas, la liquidation de l'État-providence et de plusieurs services publics sera définitive, et l'inflation économique ne reculera pas plus que l'inflation du vote lepéniste et la fascisation de ses cadres. Les couches moyennes, classe réactionnaire par excellence, tireront la couverture vers le centrisme autoritaire ou vers l'extrême droite, mais elles ne redeviendront pas démocrates à moyen-terme. Nous avons face à nous une situation nouvelle, qui se manifeste avec de plus en plus de fracas depuis 2018, mais que la congestion citoyenniste et la survivance des vieilles idoles empêche totalement de comprendre à gauche, tant dans le camp progressiste-démocrate que dans les secteurs plus radicaux.

Il faut donc poursuivre cette analyse, toujours en distinguant le niveau politique des événements et la lame de fond psycho-affective. C'est la super-structure économique et morale qui pose les conditions de possibilités pour qu'une tendance politique, une catégorie sociale à la lisière ou un mouvement de colère de la population, puisse passer de simple anecdote à phénomène structurant.



Putsch Macron/Barnier : remplacer la décomposition inévitable du système par autre chose que le RN et l'autoritarisme au carré ? La démocrature, c'est le putsch permanent

20 ANS DE COUPS D'ÉTAT DU BLOC BOURGEOIS

► Un regard dans le rétroviseur avant le précipice -

« Le peuple a par sa faute perdu la confiance du gouvernement. Puisque le peuple vote contre le gouvernement, il faut dissoudre le peuple ».

Ce sont les mots tirés d'un poème de l'écrivain allemand Bertolt Brecht dans les années 1950, pour critiquer le totalitarisme stalinien. Quelques années plus tôt, le même auteur dénonçait un autre totalitarisme, celui de l'extrême droite. Son ironie amère semble prophétique dans la France de 2024.

« Un ultime coup de force

Récapitulons rapidement où nous en sommes, pour garder les idées claires dans le cyclone ambiant d'informations. En juin, un seul parti réclame la dissolution de l'Assemblée Nationale et des élections anticipées : le RN. **Le 9 juin au soir, le parti d'extrême droite arrive en tête aux élections européennes, sur fond d'abstention massive. Quelques minutes après, Macron exauce sa demande, dissout l'Assemblée** et convoque des élections en urgence, sans possibilité de campagne, dans l'objectif évident d'offrir la majorité au RN.

Dans l'entre-deux tours, Macron refuse d'appeler au "barrage républicain" et dénonce la gauche qu'il qualifie "d'immigrationniste". Mais une partie de son état major désobéit.

Par un jeu de désistement réciproque, des dizaines de députés macronistes et LR sauvent leurs sièges grâce aux voix d'électeurs de gauche. Sans ce "front républicain", le camp macroniste aurait été totalement balayé du jeu politique.

La gauche, quant à elle, a très peu bénéficié du report des électeurs macronistes et de droite, [qui haïssent la France](#) [Insoumise et ont préféré s'abstenir ou voter RN](#). **Le 7 juillet, le Front Populaire arrive pourtant en tête, grâce à une mobilisation inédite et une participation jamais vue depuis les années 1980. Macron, qui avait prévu de nommer Bardella Premier Ministre, est pris de court et décide de maintenir son gouvernement durant tout l'été.**

Pendant des semaines, le camp présidentiel va négocier avec le RN, pour lui proposer un Premier Ministre qui lui convient. L'extrême droite a perdu dans les urnes mais remporté ces élections. [La coalition entre Macron et Le Pen est officielle](#) : ils choisissent Michel Barnier, un vieux bourgeois de la droite radicale, [compatible avec le RN](#), pour gouverner. Michel Barnier est membre d'un parti qui a fait moins de 6% aux élections.

Malgré le bourrage de crane médiatique, trois Français sur quatre (74%) estiment selon un sondage qu'Emmanuel Macron n'a pas tenu compte des résultats des élections. Une opinion partagée par tous les électors : ceux du Front Populaire (92%), mais aussi ceux des Républicains (73%), et même ceux qui ont voté Ensemble (57%). **Tout le monde, en-dehors des plateaux télé, a conscience que nous venons de subir un coup d'État. Mais la résignation l'emporte, dans un pays essoré par l'autoritarisme et la morosité.**

Car ce coup de force n'est pas arrivé d'un seul coup. Il est la conséquence d'une longue série de renoncements et d'autres coup de force du bloc bourgeois contre l'avis majoritaire, y compris en annulant des scrutins.

« 20 ans de hold-up

D'abord, le jeu électoral est fondamentalement biaisé, puisqu'une poignée de milliardaires possède tous les médias et choisit ses candidats favoris à l'avance. Dans un pays où l'accès à l'information est verrouillé, où les médias peuvent impunément diffuser tous les jours des diffamations gravissimes contre le principal parti de gauche, et où les attaques d'extrême droite des dernières semaines n'ont pas été évoquées une minute dans le moindre JT, il est totalement illusoire de parler d'un vote « éclairé ».

Par ailleurs, depuis 20 ans, chaque élection est volée par le chantage au « barrage ». Les choses ont commencé lors des élections présidentielles de 2002 : à l'époque, Jean-Marie Le Pen crée le choc en passant au second tour. C'est d'autant plus surprenant qu'à l'époque, les scores des partis de gauche sont bien au dessus de ceux de la

droite - représentée par Chirac - et des fascistes, qui tournent chacun autour de 16%.

Beaucoup l'ont oublié, mais à cette époque, la Ligue Communiste Révolutionnaire et Lutte Ouvrière, deux partis réellement d'extrême gauche, prônant l'abolition du capitalisme et une société sans classe, pèsent 10% des voix à eux seuls. Le bloc de gauche est divisé, et le PS est désavoué pour ses multiples trahisons, mais il ne fait guère de doute que si Le Pen n'avait pas réussi à passer au second tour sur un fil, la gauche aurait remporté les élections.

C'est donc le choc. 3 millions de personnes manifestent contre l'extrême droite. Tout le monde appelle à « voter contre la haine ». Chirac, qui était largement rejeté avant ces élections, est élu avec un score de dictateur : 82%. L'extrême droite est sèchement battue, elle ne progresse pas.

Élection après élection, la gauche est sommée de « faire barrage ». La droite gouverne. Et l'extrême droite engrange des points

Chirac s'engage à prendre en compte la masse d'électeurs de gauche qui a voté pour lui. Ce qu'il ne fera évidemment pas car « les promesses n'engagent que ceux qui y croient ». Aussitôt au pouvoir, il mène une politique néolibérale, s'attaque au code du travail, et surtout il nomme Nicolas Sarkozy ministre de l'Intérieur puis Ministre d'État, chargé de mener une politique d'extrême droite. En 2005, il souffle sur les braises, et l'état d'urgence est déclaré pour mater la révolte des banlieues après la mort de Zyed et Bouna, poursuivis par la police. Déjà, les mots et les idées de Le Pen sont au pouvoir.

Ce petit jeu n'a jamais cessé. Élection après élection, la gauche est sommée de « faire barrage ». La droite gouverne. Et l'extrême droite engrange des points.

Ce mécanisme n'a qu'un seul effet : les idées de gauche ont quasiment disparu du débat puisque ses électeurs ne sont que des réservoirs pour le second tour. La droite se radicalise pour courtiser l'extrême droite. Et les médias répètent qu'il faut "entendre" les électeurs du RN. Nous sommes arrivés au bout du modèle puisqu'à présent les "centristes" s'allient avec l'extrême droite, et appliquent des politiques qui auraient été qualifiées de fascistes il y a 20 ans.

« En 2005, la bourgeoisie avait déjà piétiné un résultat électoral

Il arrive, comme en 2024, que le plan ne se déroule pas comme prévu.

En 2005, un référendum pour la Constitution Européenne est proposé. Une "formalité", se disent les dirigeants. Il s'agit d'imposer une Europe toujours plus libérale, avec une Constitution qui imposerait aux États membres de l'Union Européenne de nouvelles règles de libre-échange et une concurrence généralisée.

Le camp médiatique, les indéboulonnables éditorialistes qu'on voit encore aujourd'hui à la télé, mènent une campagne féroce pour le "oui" à la Constitution. Les opposants sont traités de "populistes" et "d'extrémistes", le "non" de gauche est diffamé sans relâche, et l'écrasante majorité des interventions médiatiques est en faveur du "oui", considéré comme un vote "d'ouverture" et de "progrès".

55% des français ont voté contre la Constitution - 2 ans plus tard, des technocrates créent le « traité de Lisbonne », qui applique les mesures rejetées dans les urnes, cette fois-ci sans consulter la population. Et un certain Michel Barnier est à la manœuvre

Pourtant, le résultat est sans appel : 55% des français ont voté contre la Constitution. C'est la surprise dans toute l'Europe. Le processus néolibéral aurait dû être stoppé cette année-là. Mais c'était hors de question pour le camp du bien : 2 ans plus tard, des technocrates créent le « traité de Lisbonne », qui applique les mesures rejetées dans les urnes, cette fois-ci sans consulter la population. Et devinez qui est l'un des

artisans de ce traité ? Un certain Michel Barnier. Il n'y aura pas de grande mobilisation pour protester.

2005 est le premier grand moment où la bourgeoisie décide ouvertement de nier une élection. C'est un premier coup d'État, qui en appelle d'autre. Les dirigeants savent depuis que si un vote ne convient pas, ils peuvent l'annuler. D'état d'urgence en 49.3, de « barrage républicain » en dissolution, cela n'a jamais cessé. Les apparences démocratiques ont voté en éclat.

« 2012, la trahison du siècle

Il faut ajouter à cette chronologie le « coup » de 2012. À l'époque, la détestation de Sarkozy est immense en France. Une lutte massive contre le recul des retraites vient d'avoir lieu, et le PS est facilement élu en promettant que son « ennemi c'est la finance ».

En 2012, les socialistes ont les pleins pouvoirs : majoritaires à l'Assemblée, au Sénat, dans les régions et les grandes villes. Absolument rien ne les empêche d'appliquer quelques mesures de gauche, promises lors de la campagne. Ils ne pouvaient pas prétexter des difficultés politiques ou des compromis nécessaires.

Mais ce mandat est une descente aux enfers. Hollande commence par propulser une faction ultra-minoritaire du PS au pouvoir, notamment le raciste Manuel Valls, qui ne représentait absolument rien, ou Cahuzac, Ministre du budget et expert de la fraude fiscale.

Hollande va débiter son mandat [en attaquant la ZAD de Notre-Dame-des-Landes](#), puis il fait tué Rémi Fraisse avant d'appliquer l'état d'urgence et des mesures islamophobes. [Il impose par 49.3 des lois ultra-libérales comme la « Loi Travail »](#) en 2016 et fait des centaines de milliards d'euros de cadeaux aux entreprises. Il militarise la police française comme jamais, en lui donnant des armes de guerre et les pleins pouvoirs.

Tout ce que Sarkozy n'avait pas osé faire, c'est le PS qui l'a réalisé

On savait que les socialistes étaient des traîtres convertis au néolibéralisme, mais on pouvait encore espérer en 2012 une pause dans les attaques liberticides et racistes. Cela n'a pas été le cas. Tout ce que Sarkozy n'avait pas osé faire, c'est le PS qui l'a réalisé. Et le dernier "cadeau" de François Hollande aura été d'offrir un ministère comme tremplin pour un banquier illuminé, inconnu jusqu'alors, pour qu'il puisse se présenter en 2017 : Macron. **Si le fascisme est aux portes du pouvoir, c'est la conséquence directe des choix du PS.**

2012 a ainsi été un autre coup d'État, car on ne peut pas appeler « démocratie représentative » un régime où un président applique un programme diamétralement opposé à celui pour lequel il est élu.

2024 n'est que la conclusion d'une lente descente aux enfers politique, et le prélude à l'installation d'un régime plus dur encore

- ▶ **Voilà en résumé 20 années de coups de force. 20 années de « barrage républicain » qui n'ont servi qu'à installer, dans la durée, les idées d'extrême droite au sommet. 20 années de pleins pouvoirs à des maîtres chanteurs. 20 années d'anéantissement de la gauche qui était, rappelons-le encore, majoritaire sur le plan des idées. 2024 n'est que la conclusion d'une lente descente aux enfers politique, et le prélude à l'installation d'un régime plus dur encore.**

Sauf si, forts des expériences passées, un large front social parvient à refuser ce destin funeste et se bat pied à pied, sans compromis ni soumissions, aux chantages. Qu'il se batte dans la rue, dans les médias et dans l'arène politique.

(Contre Attaque)

La pauvreté s'aggrave en France, selon le baromètre annuel du Secours populaire

De plus en plus de Français rencontrent des difficultés d'argent, pour se loger, se soigner, payer leurs dépenses d'énergie, pratiquer un sport ou encore partir en vacances.



Putsch Macron/Barnier : remplacer la décomposition inévitable du système par autre chose que le RN et l'autoritarisme au carré ? Mais le capitalisme et ses servants se maintiennent bien, donc tout baigne

DIVERS

- [Michel Barnier ou « la faute à la gauche » : l'éditocratie jubile](#) - Accabler la gauche : tel fut l'un des projets de l'éditocratie au soir puis au lendemain de la nomination de Michel Barnier au poste de Premier ministre. Quand ils ne chantent les louanges de l'« homme de consensus » (Le Monde, 5/09), du « négociateur éprouvé » et « grand européen » (La Croix, 6/09), de l'« écologiste » (France Culture, 6/09), du « gaulliste social » (France Inter, 6/09) ou du « gaulliste modéré » (Le Parisien, 6/09), les médias dominants sollicitent des responsables du Nouveau Front populaire pour mieux les clouer au pilori : un doux parfum de pluralisme souffle sur l'audiovisuel français. Florilège. Que serait un coup de force présidentiel sans un service après-vente médiatique ? Non contents d'avoir « joué le jeu macroniste et accompagné, durant l'été, sa trop longue "décantation" de la situation politique », ainsi que le documentait Arrêt sur images, les médias dominants tiennent la gauche pour responsable de l'issue d'une élection dont elle s'est fait dérober le résultat. (...)
- [Rencontre autour du livre « Extrême droite : la résistible ascension » en présence de Ugo Palheta, Stefano Palombarini et Marlène Benquet](#)
- [La presse internationale continue de s'inquiéter de la fuite en avant autoritaire en France](#) - « Coup d'État », « affront à la démocratie », « République à l'agonie » : revue de presse - C'est devenu habituel : en France, les médias sont tellement verrouillés qu'il faut regarder la presse internationale pour avoir de vraies informations sur la vie politique de notre pays. (...) Le monde entier regarde la France comme un régime autoritaire et reste stupéfait des coups de force de Macron, qui valent largement ceux de Trump ou de Bolsonaro. Mais pendant ce temps, les médias français font comme si de rien n'était et que tout semble normal.
- [« Parade des Jeux Olympiques » : Macron s'offre un égotrip militariste à 5 millions d'euros](#) - La cérémonie n'aurait pas dépareillé en Corée du Nord, mais c'est bien en France que ça se passe : Macron au garde-à-vous entouré de militaires. Macron qui chante la Marseillaise. Macron qui attache longuement la cravate de Teddy Rinner en lui faisant des câlins. Macron qui lit un discours avec une voix enveloppante. Macron qui allume la flamme du soldat inconnu. Macron qui accompagne les athlètes sous l'arc de triomphe. Et surtout, Macron sur le podium qui sautille en rigolant « Qui ne saute pas n'est pas français ! » à côté de médaillés en fauteuil, avant de se rendre compte de l'immensité de sa bêtise. (...) Le roitelet s'est mis en scène tel qu'il est : aussi grotesque qu'inquiétant/ Le tout retransmis en direct sur les chaînes de ses amis. [VIDEO](#)
- [La psychologie de masse du fascisme](#) - Rédigé entre 1930 et 1933, juste avant la prise de pouvoir des nazis, cet ouvrage de référence a naturellement pris quelques rides du fait des modifications notables que la domination a apporté à son mode de fonctionnement et tout particulièrement dans le contrôle de ce que l'on

appelle l'opinion. **Ce que Goebbels, ministre de la propagande du régime nazi rêvait, la société spectaculaire-marchande l'a réalisé beaucoup plus efficacement. (...)**

- Voir aussi : **Aliénation, Fausse Conscience et Réification** - Ces concepts sociologiques et philosophiques majeurs, indispensables à toute compréhension des modes de fonctionnement de la domination ont, dans les dernières décennies, été progressivement écartés des débats, réduits au silence ou plongés dans un confusionnisme largement entretenu.

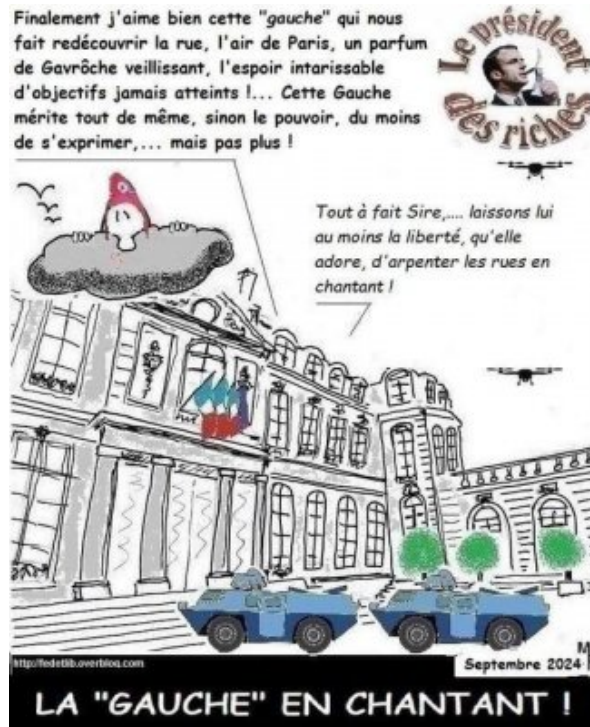
Car on ne dit pas à une population que l'on a mis sous contrôle grâce à un appareillage politique, économique, médiatique et technologique (la Mégamachine) qui l'environne de toute part, qu'elle est aliénée objectivement et subjectivement par ce système là dans son ensemble alors que cette aliénation est précisément la norme et le but recherchés par le biais de cet environnement.

D'autre part, il faut bien constater que, comme chacun d'entre nous est plus ou moins concerné personnellement et de manière très variable et à différents niveaux par cette aliénation, le réflexe le plus courant est d'en faire abstraction, de préférer l'ignorer.

Il est très désagréable d'admettre que notre liberté de penser, notre discernement même, notre capacité à faire des choix, à décider de ce que nous voulons vraiment, sont restreints, limités, par un contexte étranger qui, d'une certaine manière, décide pour nous. Et ne nous laisse de notre sacro-sainte liberté individuelle qu'une illusion. (...) **Si le corps social est à ce point docile et soumis, c'est parce qu'il a été dépossédé de tout moyen lui permettant d'exercer une maîtrise et de déployer une puissance propre.** Or cette dépossession des conditions de l'exercice d'une puissance propre est l'effet même des dispositifs en tant qu'ils produisent de la subjectivité : en tant qu'ils engendrent des processus de subjectivation, les dispositifs produisent des êtres qui sont sujets non pas seulement dans la mesure où ils sont assujettis, mais d'abord dans la mesure où ils sont des subjectivités abstraites, séparées, coupées des lieux, des milieux, des moyens et des conditions sans lesquels ils ne peuvent plus déployer aucune puissance d'agir propre, ni exercer aucune maîtrise active de leur propre vie. (...)



Putsch Macron/Barnier : remplacer la décomposition inévitable du système par autre chose que le RN et l'autoritarisme au carré ?



Putsch Macron/Barnier : remplacer la décomposition inévitable du système par autre chose que le RN et l'autoritarisme au carré ?



Putsch Macron/Barnier : remplacer la décomposition inévitable du système par autre chose que le RN et l'autoritarisme au carré ? Les putschistes se lâchent dans les médias à leurs bottes

Coup d'État : le bloc libéral-fasciste en roue libre

Le coup de force de Macron, qui impose un Premier Ministre de droite radicale en piétinant une élection qu'il a lui même convoquée, c'est le bloc libéral-fasciste qui en parle le mieux. Ces derniers jours, des déclarations toutes plus hallucinantes les unes que les autres sont tenues par la caste médiatico-politique qui prend en otage le pays.

- Prisca Thévenot, l'incroyable porte-parole macroniste dont le métier est d'inverser systématiquement la réalité

pour rendre fou, interviewée sur BFM : « Le vote des Français a été respecté ».

- Cyril Hanouna, animateur qui bénéficie de deux créneaux quotidiens dans les médias de Bolloré, s'est d'abord fendu la poire en direct sur la chaîne C8 : « Barnier je le trouve rassurant. Macron qu'on l'aime ou pas c'est un génie. Il a appelé le RN pour enfile la France Insoumise. Les grands gagnants c'est le Rassemblement National. Quelle rigolade ! » Une scène lunaire, diffusée en direct, où un présentateur est mort de rire qu'un président ne respecte pas les urnes et s'allie avec l'extrême droite.

Quelques jours plus tard, sur Europe 1 cette fois : « Économiquement, à un moment, il va falloir se poser la question des aides [...] le plus gros problème aujourd'hui en France, c'est la Sécurité sociale ». Rappelons qu'Hanouna est un riche propriétaire de Yacht qui contourne les règles fiscales.

Avec ces deux déclarations, le rêve de la bourgeoisie radicalisée a le mérite d'être clair : un régime autoritaire appliquant une politique au service des possédants et détruisant les droits sociaux.

- Marion Maréchal Le Pen, politicienne néofasciste, fraîchement débarquée du parti d'Eric Zemmour, s'adresse au Premier Ministre sur Twitter : « Michel Barnier, c'est le moment de tenir vos promesses ». Elle fait référence aux propos xénophobes de ce politicien, totalement aligné avec l'extrême droite.
- Dans la même veine, Aleksandar Nikolic, élu du Rassemblement National, estime dans les médias : « Michel Barnier est obligé d'aller vers nous pour éviter la censure ». Le RN sait qu'il a déjà gagné et savoure sa victoire.
- François Bayrou, conseiller de Macron, qui se présentait jadis comme « centriste » et « démocrate », sur BFM : « Le but de cette élection n'était pas de désigner un vainqueur mais d'écartier des gens dont on ne voulait pas ».

On pensait naïvement qu'une élection servait à élire, et que les perdants devaient s'y conformer. Mais le macronisme réinvente les règles. Ceci dit, Bayrou a le mérite d'énoncer les choses clairement : le projet est de liquider la gauche.

- Bruno Millienne porte-parole du Modem, le parti de Bayrou : « Il faut arrêter de diaboliser le RN ». Dédiaboliser l'extrême droite et diaboliser la gauche, on a compris le message.
- Jean-Michel Blanquer, ancien ministre de l'Éducation : « Toute la France a intérêt à ce que Michel Barnier réussisse ». « Toute la France » dans la tête de ce politicien dont la place est en prison, c'est une poignée de vieux riches parisiens de leur entourage.
- Mathieu Valet, policier et eurodéputé du RN, sur Europe 1 : les élus de la France Insoumise « me font vomir, parce qu'ils ne respectent ni la police, ni les juifs, ni la France, et voter pour des gens comme ça, je ne comprends pas ».
- Laurent Wauquiez, élu Les Républicains mis en cause pour des détournements de fonds : « Notre pays a besoin d'une politique de droite : pas de hausse d'impôts, plus de sécurité, moins d'immigration. Nous serons aux côtés de Michel Barnier, pour que ces politiques, essentielles pour redresser la France, soient menées ». Il oublie de préciser que son parti de repris de justice pèse moins de 5%.
- Yann Moix enfin, ancien néo-nazi puis réalisateur devenu bouffon sur les plateaux télé, s'est lâché sur C8 : « je souhaite la mort d'Aymeric Caron ».

Un appel à la mort d'un élu, longuement développé avec le sourire, et ponctué de rires de l'assistance. Si ces propos avaient visé n'importe quel autre groupe politique, ils auraient déclenché un scandale.

Mais réclamer des violences voire la mort de personnalités de gauche est désormais valorisé dans les médias français.

(par Contre Attaque)

Le seul #GrandRemplacement en France est celui où les journalistes sont devenus propagandistes, où les intellectuels sont devenus les plus grands abrutis, où on a fait de Zemmour un politique, Naulleau un journaliste, Onfray et Enthoven des philosophes et #Cnews une chaîne d'info

Putsch Macron/Barnier : remplacer la décomposition inévitable du système par autre chose que le RN et l'autoritarisme au carré ?



Putsch Macron/Barnier : remplacer la décomposition inévitable du système par autre chose que le RN et l'autoritarisme au carré ?

SOUTIEN A SEBASTIEN DELOGU

« Toutes les ordures comme Balkany, Odoul, Hanouna, Jean Messiha, ou ces pourritures de représentants du syndicat de police Alliance, moi, ces gens-là, je n'ai pas le temps pour eux. Moi j'ai le temps pour les gens qui ont envie de travailler et qui ont envie de faire avancer la République »

Sébastien Délogu, député LFI a été la cible d'une vidéo ralentie et trafiquée utilisant des erreurs de calcul et montrant de lui une élocution difficile, que les personnages auxquels il répond, dont Alliance Police, ont utilisé pour le salir. Il y répondait.

Depuis que Delogu a agité un drapeau palestinien à l'Assemblée et en a été exclu 15 jours pour ça, il est la cible de

l'extrême-droite et de menaces diverses dont des menaces de mort pour lesquelles il a porté plainte.

Cette ambiance rappelle celle des années 1930 et le déchainement de sa presse et organisations d'extrême-droite, dont déjà des organisations de policiers, qu'aujourd'hui Alliance prolonge, elle qui rigolait des yeux crevés des Gilets Jaunes ou qui insultait et menaçait les jeunes de quartier en révolte en appelant à la guerre civile et menaçant de sédition, appelant à mener une "guerre" contre ces "hordes sauvages" au moment de l'assassinat de Nahel avec déjà un long passé auparavant puisqu'elle organisait déjà des manifestations séditeuses et pré-putschistes du temps de Mitterrand. "Pourritures" paraît bien modéré dans ce contexte

(post de J Chastaing)



putsch Macron/Barnier : remplacer la décomposition inévitable du système par autre chose que le RN et l'autoritarisme au carré ?



La presse internationale s'alarme de la situation en France et parle de pacte avec le diable, de coup d'État...

Ici le journalisme n'existe plus, les chiens de garde encensent Barnier et tapent sur la gauche. Le pays baigne dans la propagande Macro-Lepéniste, c'est terrifiant.



putsch Macron/Barnier : remplacer la décomposition inévitable du système par autre chose que le RN et l'autoritarisme au carré ?

l'autoritarisme au carré ? Veni vedi, Vichy